

La réaction de l'Union Syndicale Professionnelle des Policiers Municipaux

À l'article intitulé "La société de surveillance est-elle en train de se mettre en place dans notre département ?"



La réaction de l'Union Syndicale Professionnelle des Policiers Municipaux

En ma qualité de directeur national de la communication de l'Union Syndicale Professionnelle des Policiers Municipaux, je souhaiterais réagir à votre article.

En effet, nous pouvons lire que la Ligue des Droits de l'Homme s'interroge à ce sujet à l'occasion, de la décision d'armer les agents municipaux de l'Isle-Jourdain. Nous posons donc la question à la Ligue des droits de l'homme, comment les policiers municipaux peuvent-ils assurer toutes les missions inscrites dans le Code Général des collectivités Territoriale (article 2212-2) ainsi que le Code de la Sécurité Interieure (article 511-1) sans avoir les moyens d'assurer la sécurité d'autrui, ni la leur ?

Nous avons vu récemment que ceux ci sont également confrontés à la violence, est-il besoin de rappeler que les agents de police municipale sont souvent "primo intervenants" La police municipale est composée de femmes et d' hommes qui désirent rentrer indemnes dans leurs foyers après avoir rempli TOUTES leurs missions celle de protéger les administrés en fait partie.

Que peut faire un agent face à un véhicule lancé dans la foule ou bien face à un individu lourdement armé et déterminé sans moyens de défense adapté ?

Les élus employeurs se doivent de prendre toutes les mesures pour protéger les agents placés sous leur responsabilité à la lecture de l'article 2-1° du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 pour comprendre rapidement, sans être un expert juridique, ni aveuglé par un manque de pragmatisme, il appartiendra, à un juge d'instruction dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à la demande d'un tiers, seul et souverainement de déterminer la pertinence des moyens accordés pour la sécurité au travail des fonctionnaires.

Nul doute que rapidement cet élu pourrait se trouver face à de sérieuses difficultés pour soutenir que la délinquance, la criminalité, le terrorisme ou la simple folie des hommes pourraient s'arrêter au porte de sa commune et plus difficilement soutenir qu'il était impossible et que ses policiers municipaux sa commune ne risquaient pas de rencontrer au cours de leur mission de Sécurité Publique, ce au détour d'une rue, une extrême violence face à laquelle naturellement ils seront gravement exposés.

Ce Maire comme tous les autres ne doivent pas se bercer d'illusions, la profession ne se satisfera pas de la fatalité, des seaux de larmes, de belles oraisons faites devant un cercueil et de breloques sur un coussin, le doyen des juges d'instruction en cas de blessures graves ou de mort sera saisi d'une demande d'ouverture d'une information judiciaire visant à déterminer l'existence de manquements qui seraient le fait de l'employeur pouvant avoir fait une mauvaise analyse du risque qui s'impose à lui de par la loi.

Jean-Louis Del Pistoia